

PLAN LOCAL D'URBANISME



COMMUNE D'ARES

Pièce n° 5.6

PERIMÈTRE D'APPLICATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN



RÉVISION PRESCRITE PAR DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL : 5 FÉVRIER 2009

RÉVISION ARRÊTÉE PAR DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL : 19 AVRIL 2016

RÉVISION APPROUVÉE PAR DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL : 27 AVRIL 2017

Vu pour être annexé à la décision du Conseil Municipal
en date du

Le Maire

Application du droit de préemption urbain :

- délibération du conseil municipal

- plans des zones concernées

***Délibération du conseil municipal
instaurant le droit de préemption urbain***

MAIRIE
33740 ARÈS
(Gironde)

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

MAIRIE DE ARÈS
ARRIVÉE

4577 24/08/87

Nombre de Conseillers :

en exercice 23

présents

votants

L'an mil neuf cent quatre vingt sept

le : huit juillet

le Conseil municipal de la commune d 'ARES

dûment convoqué, s'est réuni en session

ordinaire,

à la Mairie, sous la présidence de M. Christian RAYMOND

Maire.

Date de convocation du Conseil municipal .

OBJET :

Droit de Prémption
Urbain (D.P.U.).

PRÉSENTS : MM. RAYMOND - BAILLOU - DARGELAS -
DUPE - GAUDRY - Mme GERBAUT - MM LE BIHAN -
LEGENDRE - MOULIN - ORLANDI - PERRIERE - PETIT
PETREAULT - RETORET - SOURNET - Mme SUDOUR -
MM TARIS - TEILLAUD -

Absents ayant donné procuration : Mme BOUYGUE à M
DARGELAS - Mme EMILY à Mme GERBAUT - M F A U R
à M RAYMOND -

Absent excusé : M CHARLOT - M DESCOT -

Mme SUDOUR a été élue secrétaire de séance.

Monsieur PERRIERE fait part à ses Collègues
du Conseil Municipal des nouvelles dispositions foncières
définies par les lois "Aménagement" et "Méhaignerie" (Loi
N° 85-729 du 18 Juillet 1985 - Loi N° 86-1290 du 23 Décembre
1986 - Décret N° 87-284 du 22 Avril 1987) qui entrent en
vigueur au 1er Juin 1987.

Le droit de préemption urbain fait parti de ces
nouvelles dispositions.

Les droits de préemption sont exercés en vue
de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations
répondant aux objets définis à l'Article L-300-1 du Code
de l'Urbanisme, à l'exception de ceux visant à sauvegarder
ou à mettre en valeur les espaces naturels, ou pour constituer
des réserves foncières en vue de permettre la réalisation
desdites opérations.

Toute décision de préemption devra mentionner
l'objet pour lequel ce droit est exercé.

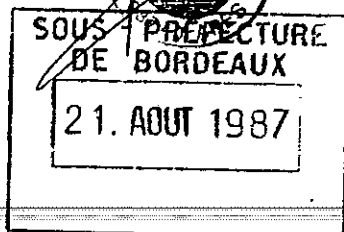
Afin que ce droit puisse être appliqué, les communes
qui ont un Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) publié ou approuvé
doivent obligatoirement l'instituer par délibération du Conseil
Municipal.

./.

DES
Transmis à la Préfecture le 9/07/87
Publiée ou notifiée le 9/08/87

DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME

Le Maire,



Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture
ou Sous-Préfecture

le :

Publié ou Notifié

le :

./.

Ce droit de préemption urbain doit porter sur tout ou partie :

- des zones urbaines ou d'urbanisation future (U - NA),
- d'un plan d'aménagement de zone approuvé,
- d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur rendu public ou approuvé,

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer.

Après délibération, le Conseil Municipal, à la majorité des membres présents (1 contre - 2 abstentions) décide d'instituer, sur la Commune, un droit de préemption urbain qui portera sur toutes les zones urbaines (U) ou d'urbanisation future (NA).

Le régime de Z.A.D. ayant été créé avant le 1er Juin 1987, il continuera à produire son effet jusqu'au terme des 14 ans de validité.

En ce qui concerne l'ensemble des nouveaux lotissements approuvés après la date d'exécution de cette délibération, les lots créés seront exclus des zones de préemption afin de dispenser les lotisseurs de l'obligation de souscrire une déclaration préalable d'aliéner pour chaque cession de lot et ce, pendant une durée de 5 ans.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois.

Copie de cette délibération est adressée :

- au Directeur Départemental des services fiscaux,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- au Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des Notaires,
- aux barreaux constitués près les tribunaux de Grande Instance dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain,
- et au greffe des mêmes tribunaux.

La présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées. La date à prendre en considération pour l'affichage en Mairie est celle du premier jour où il est effectué.

Pour copie conforme.
ARES, le 9 Juillet 1987.

Le Maire,



Ch. RAYMOND.



N° 09 /05/2012

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil douze, le quatre octobre,

Le Conseil Municipal de la Commune d'ARES, dûment convoqué, s'est réuni en Session ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur Jean-Guy PERRIERE, Maire.

OBJET :

Droit de préemption
Urbain : exclusion du
champ d'application
du D.P.U. des ventes
de lots d'un lotissement
approuvé.

PRESENTS : M. PERRIERE – Mme PALLET – M. CHAMBOLLE – Mme JIMENEZ – M. MARTINEZ – Mme BOUYGUE – MM. DEBELLEIX – MORVAN – SOURNET – CORBIERE – JARNAC – ESPLANDIU – Mmes TRAISSAC – MASSEY – SENESCAL – LASNE – MM. CIRIA – LACOSTE – Mme LE BIHAN – M. SOURGEAC – Mme SIOT – M. DANAY – Mme VIGNERTE –

ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

Mme BOUTELOUP à Mme SENESCAL – M. RATEL à Mme LE BIHAN – Mme DESTOUESSE à M. MORVAN – Mme GROBET à M. LACOSTE –

M. CORBIERE est élu secrétaire de séance et Mme TRAISSAC secrétaire suppléante.

Rapporteur : Monsieur CHAMBOLLE

Comme vous le savez les Communes dotées d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé peuvent, par délibération, instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation futures délimitées par ce plan, dans les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines définis en application de l'article L 1321-2 du Code de la Santé Publique, dans les périmètres définis par un plan de prévention des risques technologiques en application du I de l'article L 515-16 du Code de l'Environnement, dans les zones soumises aux servitudes prévues au II de l'article L 211-12 du même code, ainsi que sur tout ou partie de leur territoire couvert par un plan de sauvegarde et de mise en valeur rendu public ou approuvé en application de l'article L 313-1 lorsqu'il n'a pas été créé de zone d'aménagement différé ou de périmètre provisoire de zone d'aménagement différé sur ces territoires.

Ce droit de préemption a été institué sur la Commune, par délibération en date du 8 Juillet 1987, sur la totalité des zones urbaines et des zones d'urbanisation future.

L'article L 211-1 du Code de l'Urbanisme précise que lorsqu'un lotissement a été autorisé ou une zone d'aménagement concerté créée, la Commune peut exclure du champ d'application du droit de préemption urbain, la vente des lots issus dudit lotissement ou les cessions de terrain par la personne chargée de l'aménagement de la zone d'aménagement concerté. Dans ce cas, la délibération du Conseil Municipal est valable pour une durée de cinq ans à compter du jour où la délibération est exécutoire.

La dernière délibération prise pour mettre en application cette disposition du Code de l'Urbanisme arrivant à échéance le 23 Octobre 2012, il nous faut donc à nouveau délibérer pour exclure des zones de préemption, les lots de l'ensemble des nouveaux lotissements approuvés après la date d'exécution de cette délibération et ainsi dispenser les lotisseurs de l'obligation de souscrire une déclaration préalable d'aliéner pour chaque cession de lot.

Cette nouvelle délibération restera valable pendant une nouvelle durée de cinq ans.

Je vous remercie de bien vouloir vous prononcer sur le renouvellement de ces dispositions.

Après délibération, le Conseil Municipal, approuve à l'unanimité des membres présents ou représentés, le renouvellement de ces dispositions.

Pour copie conforme,

ARES, le 8 Octobre 2012

Le Maire,



J.G. PERRIERE

DÉLIBÉRATION RENDUE EXÉCUTOIRE

Transmis à la S/Prefecture d'Arcachon

Le 08/10/2012

Reçue à la S/Prefecture le 09/10/2012

Publiée le 10/10/2012

Notifiée le 10/10/2012

DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME

Le Maire,



REÇU LE

09 OCT. 2012

SOUS-PREFECTURE
D'ARCACHON

***Plans des zones concernées par l'application
du droit de préemption urbain***

N

P.L.U. D'ARES

Secteurs concernés par l'application
du droit de préemption urbain

mai 2015



source : cadastre DGFIP 2015



Jean Marteu



Secteur concerné par
l'application du droit de
préemption urbain



